

LUTTE OUVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

ÉDITORIAL : LE TCHAD	Page 1
LE 11 NOVEMBRE A P.A.P.	Page 3
EXPULSIONS ET "DÉCASEMENTS"	Page 5
BRÉSIL : MARIGHELLA	Page 9
LA C.G.T. ET LES ANTILLAIS	Page 10
L'A.G.E.G.	Page 13
BUDGET DES D.O.M.	Page 15
ITALIE : MANIFESTATIONS	Page 16

EDITORIAL :

TCHAD : DEHORS LES

TROUPES FRANÇAISES !!!

Il ne se passe maintenant un jour sans que la presse bourgeoise ne mentionne les événements du Tchad. Il est de plus en plus difficile en effet d'étouffer l'écho des incidents entre la rébellion et la répression coloniale perpétrée par les troupes françaises et gouvernementales tchadiennes.

En fait, depuis l'indépendance, (pour ne parler que de cette époque) le mécontentement populaire n'a jamais cessé de se faire sentir au Tchad.

Le gouvernement, garde chiourme des intérêts, n'a en effet jamais chargé en quoi que ce soit la situation des masses laborieuses tchadiennes qu'elles soient noires, arabes, musulmanes, chrétiennes; il n'a en rien satisfait l'immense espoir de changement que ces masses étaient en droit d'avoir après l'indépendance de leur pays.

C'est à partir de Mars 1963 que les événements vont s'enchaîner très vite : le 22 de ce mois, cinq hommes politiques, opposants à la politique de Tombalbaye sont arrêtés sous l'inculpation de complot contre l'Etat. La répression : emprisonnement, condamnation^s à mort (non maintenues), se fait jour brutalement. Septembre 1963, une émeute fait 19 morts et 20 blessés à Fort Lamy ; cause : perquisition au domicile de leaders politiques ayant refusé de s'intégrer au P.P.T. (parti progressiste du Tchad de Tombalbaye). Janvier 1964, une centaine de manifestants envahissent la préfecture de Am-Aïman en province et se battent contre les forces de l'ordre. En Avril 1964, un "Comité du Tchad du nord" est formé par une opposition musulmane dans le nord et ainsi de suite jusqu'en Août 1968 qui marque la première intervention ouverte des parachutistes français dépêchés en renforts contre les rebelles du Tibesti, dans le nord du Tchad.

Depuis les troupes coloniales ne cessent de s'accroître; en Avril 1969, on comptait 260 légionnaires et fusiliers marins en renfort. Les troupes se concentrent de plus en plus dans trois régions rebelles contre le pouvoir: les provinces du Tibesti (nord du Tchad, confins Tchado-Lybiens) de Ouaddaï à l'est, et de Salamat au Sud-Est.

Le gouvernement français retire de plus en plus les troupes du

contingent pour les remplacer par des troupes spéciales, légionnaires et parachutistes. Il y en a déjà plus de 3 000, en vertu d'un accord "d'assistance" passé entre la France et le Tchad et nous sommes en droit de penser que ce n'est pas là le chiffre définitif. Tombalbaye ne déclarait-il pas en Juillet dernier : "Les troupes françaises actuellement sur notre territoire seront augmentées en qualité et en quantité si le besoin s'en fait sentir".

De plus, Fort Lamy constitue l'une des plus importantes bases stratégiques françaises en Afrique Noire, car c'est de là, en vertu d'un accord quadripartite avec le Tchad, la République Centrafricaine, le Gabon, le Congo, que la France peut garder le contrôle sur ces pays (l'intervention en 1964, au Gabon, des parachutistes français venus de Fort Lamy en est une des plus récentes illustrations. Mais au Tchad, face à cette répression brutale et constante, la rébellion s'étend de jour en jour et l'agitation, surtout dans le nord, a abouti à la création d'un front de libération nationale, "Le FROLINA" menant la lutte armée contre les troupes françaises et tchadiennes.

Nous ne savons pas encore à l'heure actuelle si ce front est effectivement le coordinateur des mouvements de rébellion partis de régions aussi lointaines les unes des autres que le Tibesti et la Salamat, ni des forces réelles dont il disposerait après tout, la rébellion algérienne n'avait pas commencé autrement. Seulement, tout comme le F.L.N. algérien, le FROLINA ne semble pas du tout s'orienter vers une voie authentiquement prolétarienne et est bien loin de l'organisation des ouvriers tchadiens pour défendre leurs intérêts de classe.

D'ailleurs, une déclaration de Abba-Sidick dirigeant du FROLINA, nous le prouve bien : "nous luttons, dit-il, contre un régime liberticide, pour garantir à tous les tchadiens quelles que soient leurs origines et leurs opinions, les mêmes devoirs" Ainsi, tant par les forces sociales sur lesquelles il s'appuie (paysans sans terre, nomades), que par les déclarations de ses dirigeants, le FROLINA apparaît comme une organisation à caractère nationaliste petit-bourgeois.

De renforts militaires en renforts militaires, le gouvernement français est peut-être en train de s'engager, après l'Indochine et l'Algérie, dans une nouvelle guerre coloniale, et les militants ouvriers révolutionnaires doivent soutenir la lutte menée par les nationalistes tchadiens, ils doivent dans l'immédiat, exiger le retrait du Tchad des troupes coloniales françaises et dans leur action quotidienne, expliquer en quoi les militants du FROLINA font fausse route. Ils se doivent d'expliquer que la seule voie qui peut offrir une perspective réelle aux masses populaires est celle de l'organisation de classe des ouvriers.

LE 11 NOVEMBRE A POINTE-A-PITRE

QUAND LA MUNICIPALITÉ COMMUNISTE DE POINTE-A-PITRE « FÊTE » LE 11 NOVEMBRE

Le 11 Novembre, date de la fin de la Ière grande boucherie organisée par les impérialistes, anglais, français, allemands, russes et autres, est marquée chaque année en France par des cérémonies officielles : Réunions dans les mairies, dépôts de gerbes sur les monuments aux morts, défilés militaires etc. etc.

Bien évidemment aucune voix officielle ne s'élève pour dire que ce fut une grande boucherie, à laquelle les ouvriers de tous les pays furent convoqués afin de défendre le droit des capitalistes de leur pays à amasser plus de capitaux, à opprimer des zones plus vastes du globe et à contrôler une partie plus grande du marché mondial.

Il eut été étonnant que le maire "communiste" de Pointe-A-Pitre le fasse lui. Etant membre d'un parti stalinien, le Parti communiste guadeloupéen, il ne pouvait guère aller contre tous les préjugés sur la patrie, la nation etc... que les staliniens ont toujours cultivés avec force.

C'est ainsi que le 11 novembre, Bangou, maire "communiste" y est allé de son petit discours sur la guerre de 14-18.

Discours larmoyant s'il en fut ! et reproduit intégralement dans le journal du P.C.G. : l'étincelle (n° du 15 Nov. 1 969)

On y trouve tous les poncifs du genre : "La paix mondiale" "le sacrifice de nos morts" etc...

Parlant à la fois de 14-18 et de 39-45, notre conférencier a eu le front de parler "du sacrifice de ceux qui sont morts pour exorciser la guerre". Pourtant ces messieurs, Bangou, Gène, Ibéné et Cie, du P.C.G., se réclament du marxisme, ils se réclament de Lénine !!!

Alors que toute la politique marxiste, toute la politique de Lénine a consisté à apprendre aux ouvriers que la seule lutte

efficace contre la guerre est la lutte contre leur propre bourgeoisie, contre les capitalistes de leur propre pays. Et même dans d'autres types de conflits (lutttes de libération nationale par exemple) où toutes les couches sociales luttent contre un ennemi commun, la politique marxiste a consisté à apprendre aux travailleurs la plus grande défiance vis à vis des autres couches sociales possédantes.

Nous ne relèverons pas toute une série de phrases floues, vides, ambiguës, de notre conférencier. Mais nous citerons cette petite phrase significative de l'esprit "internationaliste" des Bangou et Cie : "Que l'Allemagne deux fois vaincue et deux fois responsable de génocides, selon l'histoire.....". Curieuse façon d'interpréter l'histoire ! Pompidou ou Rothschild, ou tout autre capitaliste français n'aurait pas dit mieux. Pour eux ou plutôt, c'est l'explication qu'ils donnent au "bon peuple", pour ces gens là, c'est l'Allemagne qui fut responsable des deux guerres mondiales. Bangou, en bon stalinien, leur emboîte le pas.

Pourtant, Bangou est membre d'un parti qui se réclame de Marx et de Lénine. Quand on pense que Lénine fustigeait de la manière la plus violente, la plus brutale tous les socialistes qui, en 1914, et en France et en Allemagne, appelaient les ouvriers à la défense de la patrie !

Les générations qui montent pourront juger du marxisme des Gène, Bangou, Ibéné, en comparant l'infâme bouillie larmoyante de Bangou aux vigoureuses dénonciations de la guerre impérialiste contenues dans les ouvrages de Lénine, tels "La faillite de la deuxième Internationale" ou "Le socialisme et la guerre", pour ne citer que ceux là.

Pourtant, dans son discours, après avoir exprimé sa volonté de se souvenir "des atrocités perpétrées contre des hommes, contre l'humanité, ...", Bangou s'écrie :

"Cela de manière à lutter efficacement contre les crimes où qu'ils viennent à être commis et quels que puissent être ceux qui les commettent" Ne nous laissons pas abuser, il s'agit là simplement de l'indignation du petit bourgeois pacifiste devant les horreurs de la guerre. Cela n'a rien à voir avec la seule position conséquente contre la guerre, qui est la lutte contre les capitalistes de son propre Etat : "l'ennemi est dans ton propre pays" criaient les révolutionnaires conséquents en 1914.

"Lutter efficacement", dit Bangou, mais il contribue à démobiliser en colportant dans les masses l'idéologie bourgeoise : "l'Allemagne deux fois responsable ..."

Enfin, Il n'y a rien d'étonnant à ce que ces mots sortent de la bouche d'un membre du P.C.G. ce parti n'a jamais été un parti révolutionnaire.

Ses références à Marx ou à Lénine, n'ont servi qu'à se travestir aux yeux des travailleurs. Et si maintenant, le P.C.G. est incapable d'impulser la moindre lutte sérieuse en Guadeloupe, c'est bien à cause de cela; parti dirigé par la petite bourgeoisie guadeloupéenne, mais reconnu par les masses ouvrières pendant un temps comme leur meilleur défenseur, il se révèle incapable d'actions, quand la situation exige une mobilisation et une solution révolutionnaire.

MAX RODON

EXPULSIONS,

« DÉCASEMENTS »

A LA GUADELOUPE

"Le Progrès Social" apprenait au public que les habitants d'un bidonville de capesterre de Guadeloupe, avaient constitué un "Comité de défense" pour exiger qu'on ne les déplace pas comme des paquets d'un terrain vague à un autre.

Le même journal nous apprenait dans son numéro du 18 Octobre 1969, que les petits propriétaires de cases d'un bidonville de Pointe-A-Pitre avaient au cours d'un meeting, alerté l'opinion sur le fait qu'on voulait les déloger dans des conditions qu'ils jugeaient inacceptables.

Dans les deux cas, l'Etincelle, journal du Parti Communiste Guadeloupéen, partait en guerre contre ceux qui tentaient ainsi de se défendre contre "décasement" et expulsions.

Tout l'arsenal était utilisé : "Sus aux néo-agitateurs", "les gauchistes...", "les provocateurs", etc. etc...

Que s'est-il passé exactement ??

D'abord l'affaire de Cayenne (Capesterre) : Cayenne est un quartier de la commune de Capesterre qui a été créé par l'occupation progressive d'un terrain vague appartenant autrefois à l'usine Marquisat (Capesterre). Des ouvriers, des ouvriers agricoles, des gens pauvres en général y ont installé petit à petit, leurs cases de bois, tout en aménageant et en rendant plus vivable le terrain vague.

Depuis cette époque, la municipalité de Capesterre avait racheté le terrain à l'usine Marquisat, semble-t-il à moins de 1 f. le mètre carré. Mais d'autres transactions ont eu lieu et c'est finalement la SIG (Société immobilière de la Guadeloupe) qui est devenue propriétaire du quartier de Cayenne. La transaction entre la municipalité et la SIG s'étant opérée par dessus la tête des habitants de Cayenne ; pourtant, Capesterre est administrée par une municipalité communiste, dirigée par Lacavé et qui se flatte d'être populaire !!

Si bien que, vers le milieu de l'année 1969, la municipalité et la SIG avisaient les habitants de Cayenne qu'ils devaient déguerpir. La municipalité leur faisait valoir que des H.L.M.

seraient construits à la place du bidonville et que les travailleurs bénéficieraient de logements décentes. En soi, la chose ne serait pas mauvaise ; mais voilà, même les loyers modérés, enfin relativement modérés (aux environs de 80,00 f.) sont inaccessibles pour la plupart des ouvriers et des travailleurs agricoles. Ils peuvent, soit construire une fois pour toute, leurs cases de bois et tôles, ou en louer une pour 30,00 f. environ. Cela se comprend puisque, vue la situation économique des Antilles, à l'heure actuelle, les salaires sont extrêmement bas. A Cayenne, on trouve des ouvriers agricoles, qui ne touchent qu'irrégulièrement un salaire variant autour de 300 f. Ceci, à condition qu'ils trouvent du travail tous les jours dans le mois. Ce qui n'est que rarement le cas.

C'est donc, compte tenu de tout cela, que les habitants de Cayenne ne se sentaient aucunement concernés par les H.L.M. à construire. Ils ont constitué un "Comité de Défense des Habitants de Cayenne", et fait connaître à l'opinion publique et à la municipalité leurs revendications.

De même, ils se sont adressés à la préfecture, par le biais d'une lettre ouverte au préfet, publiée dans le "Progrès Social" (n° du 4 Octobre 1969).

On peut résumer en trois points les positions des travailleurs de Cayenne:

1° - Ils demandaient que la SIG et la municipalité s'entendent pour que le terrain soit revendu à 1 f. le mètre carré aux habitants de Cayenne.

2° - ou bien que l'administration s'engage à leur fournir effectivement un logement dans les H.L.M. à construire, les loyers étant fixés en tenant compte des salaires réels des habitants de Cayenne; l'administration devant s'entendre avec la SIG.

3° - Au cas où ces solutions ne seraient pas admises, ils demanderaient qu'on leur vende à 1 f. le m² un autre terrain appartenant à la commune, sinon ils refuseraient de quitter Cayenne pour être ballotés de terrains vagues en terrains vagues.

Comment la municipalité allait-elle répondre à ces revendications ?

Un tract signé de la Section de Capesterre du PCG était diffusé dans Capesterre et reproduit dans "l'Étincelle". Sous le titre "Sus aux néo-agitateurs à Capesterre de Guadeloupe" s'amoncelait toute une série de calomnies et d'injures dirigées contre les habitants de Cayenne et contre le "Comité de Défense" en particulier. Nulle part, il n'était question des revendications des habitants de Cayenne.

De même, à Pointe-à-Pître, les petits propriétaires de différentes "cours" et régions à assainir apprenaient, au cours de l'année 69, qu'ils allaient être expulsés pour permettre la rénovation de certains quartiers. Les petits propriétaires regroupés derrière le syndicat des petits propriétaires tenaient une réunion le 12/10/69 à la salle de la Mutualité (Pointe-à-Pître). Le compte rendu de cette réunion, ainsi que des précisions sur les opérations de la SODEG (Société chargée des Travaux à Pointe-à-Pître) sont parus dans les numéros du 11 octobre et du 18 octobre 1969 du "Progrès Social".

Les petits propriétaires, devant l'intransigeance et la rapacité de la SODEG, décidaient, au cours de la réunion, qu'il fallait réagir. La SODEG, soutenue par la municipalité, obtient depuis déjà plusieurs années le droit d'expulser les petits propriétaires de cases ; en réalité, beaucoup sont des travailleurs. Il y a, en effet, plus de travailleurs propriétaires de leur case que de travailleurs qui louent des cases. Les conditions d'expulsion provoquent donc la colère des petits propriétaires, même s'il s'agit d'assainir, de construire des HLM. Le problème étant que, lorsqu'on est délogé, il faut être relogé immédiatement, même en supposant qu'on le soit plus tard dans les HLM.

C'est ainsi que, non contente d'expulser les gens de différentes zones, la SODEG provoque, par ses travaux, et certains affirment que c'est volontairement, des inondations dans les maisons qui se trouvent en bordure de la mer. Ou bien encore, si par "bonheur" les petites cases ont été déplacées, comme c'est le cas pour Lauricisque et Bergevin, après un certain temps, elles sont de nouveau repoussées toujours un peu plus vers la mer et les palétuviers (donc dans les moustiques). Au moindre raz-de-marée, à la moindre poussée de vent, à la moindre tornade, c'est l'inondation !

Voilà qui explique que les petits propriétaires soient inquiets et soient prêts comme le dit l'un d'entre eux, "à décider qu'une descente massive dans la rue fasse connaître notre impatience".

La municipalité communiste réagit vivement en publiant un tract signé de la section communiste de Pointe-à-Pitre. Le PCG expliquait que parmi les petits propriétaires, se cachaient aussi des exploiters du peuple qui louent leurs chambres à 100-150 ou même 200 f. Puis il explique que le mouvement est exploité contre le PCG par "des politiciens" et enfin, il rappelle que le PCG a entrepris de rénover, de moderniser la ville. Ce qui est louable. Mais le véritable problème n'est pas, pour des communistes, de "rénover la ville", tout en abandonnant à leur sort les catégories les plus pauvres de la population qui, de plus, ne pourront jamais avoir, dans le système actuel, place dans un HLM.

Si, comme l'affirme le PCG, des propriétaires, exploitant le peuple, détournent sa colère contre la municipalité, celle-ci est responsable de cet état de fait, car ce qui a fait longtemps la force du PCG, ce fut sa réputation de bon gestionnaire des communes. Mais les gens ne sont plus décidés à accepter docilement, qu'au nom de la "rénovation de la ville", on les écrase sans ménagement.

Pour nous, ce qui est important, ce ne sont pas les quelques appartements que la municipalité construit au compte goutte, sans se soucier du sort des petits délogés, décasés, mis en ghetto à Lauricisque-Cuba ; ce qui est important, c'est de constater que, à Pointe-à-Pitre, comme à Capesterre, les travailleurs ont refusé de se laisser faire, ont dit "assez", et ont compris qu'il fallait se grouper, s'organiser.

Cela est bon puisque, c'est le conseiller général Génies lui-même qui a réagi le premier dès qu'il eut vent d'une augmentation des loyers à la cité Henry IV à Pointe-à-Pitre. Génies, qui est membre du PCG, intervenait aussitôt auprès du préfet, lui demandant d'empêcher la SIG d'augmenter les loyers de 21 % dans les HLM de la cité Henry IV, fierté de la ville de Poin-

te-à-Pitre.

On peut être sûr que ce sont les actions de Cayenne et l'activité des petits propriétaires de Pointe-à-Pitre, qui ont contraint le PCG à réagir vite, et publiquement, contre l'augmentation des loyers à la cité Henry IV, de peur de voir d'autres le faire contre eux. Comme quoi l'action est toujours payante.

P. JEAN-CHRISTOPHE

BRÉSIL:

CARLOS MARIGHELA

ASSASSINÉ PAR LA DICTATURE

Voilà une quinzaine de jours, nous apprenions, par la presse, la mort d'un des plus grands militants révolutionnaires brésiliens, Carlos Marighela. Attiré dans un guet-apens, le dirigeant du PCRB (Parti communiste Brésilien Révolutionnaire) fut assassiné par la police en plein jour, dans le centre de Sao Paulo.

Depuis des années, Marighela était devenu la bête noire de toutes les polices brésiliennes et du gouvernement : il dirigeait, en effet, depuis deux ans l'action des commandos révolutionnaires, visant à l'installation de la guérilla urbaine et maquisarde au Brésil. Hold-up contre les banques, assaut contre les installations de la radio nationale de Sao-Paulo le 15 août dernier suivi, sur les ondes d'une déclaration révolutionnaire "éclair", et l'enlèvement de l'ambassadeur des USA sont les plus connues des actions spectaculaires de commandos dirigés par Marighela.

Le gouvernement brésilien mise peut-être sur cet assassinat pour démanteler le mouvement révolutionnaire, mais ce serait compter sans la volonté et la détermination des révolutionnaires de lutter contre un régime haï.

Toutefois, toute considération mise à part sur le courage d'hommes comme Marighela et sur la lutte ardue qu'ils mènent, nous pensons que la voie choisie par ces révolutionnaires est fautive. Le terrorisme et l'action de commandos, dans la mesure où ils sont pratiqués en dehors de la mobilisation effective du prolétariat, sont condamnés à demeurer des actions n'offrant qu'une perspective très faible aux ouvriers. Tout ce à quoi elles peuvent en dernier ressort aboutir, est à une solution de type gouvernement populaire révolutionnaire, c'est-à-dire la solution des pays du tiers-monde dits "socialistes" comme l'Algérie, Cuba, le Vietnam du Nord, mais nullement à la dictature prolétarienne, à la prise en main par les ouvriers de la production et de la direction politique du pays. Car, les forces sociales sur lesquelles s'appuient les révolutionnaires déterminent aussi le type d'état révolutionnaire vers lequel ils tendent.

IGNAGE

LA C.G.T. ET LES TRAVAILLEURS ANTILLAIS ÉMIGRÉS

Les mardi 21 et mercredi 22 octobre, la CGT faisait sortir un tract, dans un centre des P et T, à la gare de Lyon, destiné aux travailleurs antillais.

Le tract appelait les antillais à une réunion pour discuter des revendications les concernant plus particulièrement.

A la première réunion qui eut lieu, seuls 8 travailleurs des Antilles étaient présents ; à la deuxième, il n'en resta que cinq. Trois responsables de la CGT prirent la parole à ces réunions et parlèrent surtout des revendications sur lesquelles il convenait de se battre :

- avantages identiques à ceux dont bénéficient les fonctionnaires français travaillant aux Antilles; par exemple : primes de "climat", primes d'installation.
- congés tous les deux ans aux Antilles.
- Possibilité de mutation rapide aux Antilles des travailleurs antillais. (il faut dire que théoriquement les fonctionnaires antillais en France peuvent demander leur mutation aux Antilles, mais en réalité, les différentes administrations leur cherchent tellement de difficultés, qu'ils renoncent le plus souvent à cette mutation).

Pour permettre aux antillais de poser ces revendications, il existe au sein de la C.G.T. une commission antillaise (toute théorique, elle aussi !!), devant servir à rassembler les antillais pour la lutte revendicative.

Evidemment nous ne sommes pas contre ces revendications. Il n'y a en effet aucune raison que les travailleurs émigrés ne bénéficient pas de certains avantages qui compenseraient, même dans une faible mesure, leur situation d'émigré; il est donc normal qu'au moins les travailleurs antillais (en particulier les fonctionnaires) puissent avoir les mêmes avantages que leurs camarades français travaillant aux Antilles.

Mais en fait la C.G.T. brandit, périodiquement, cette fameuse commission antillaise, soit à l'occasion d'élections législatives, présidentielles, ou autre pour ensuite appeler les antillais à voter pour le "camarade Duclos", quand ce n'est pas pour un Mitterand, candidat de la gauche ...!!

Elle le fait aussi pour d'autres motifs, par exemple pour l'élection de délégués du personnel, ou des membres du comité d'entreprise.

Il ne s'agit donc en aucune manière pour les bureaucrates syndicaux qui dirigent actuellement la C.G.T., de s'occuper sérieusement de l'éducation et de la mobilisation des travailleurs antillais, ni sur leurs revendications propres, ni sur celles qui concernent l'ensemble des ouvriers travaillant en France, quelle que soit leur nationalité.

Au mieux, la C.G.T. agite le problème des avantages identiques, pour les fonctionnaires antillais, à ceux des français travaillant aux Antilles; mais cela ne concerne qu'une partie des travailleurs antillais en France.

On trouve des antillais, aussi bien à l'Assistance Publique, que dans le Bâtiment, ou chez Renault, ou dans de multiples autres entreprises ! Et même pour ceux qui sont aux PTT, il se pose de multiples autres problèmes, ne serait-ce que pour leur titularisation, sur laquelle, jusqu'ici, la C.G.T. est muette.

Autre aspect des problèmes, mais non le moindre, la C.G.T. passe complètement sous silence le fait que les travailleurs antillais sont membres d'un pays colonisé par l'Etat Français; il paraîtrait d'après les propos de certains "chefs" syndicaux, que ce serait de la "politique et non du syndicalisme".

De tout cela découle que la C.G.T. ne fait pas un effort réel pour organiser et mobiliser les travailleurs antillais, ni sur leurs revendications d'émigrés, ni sur celles concernant tous les travailleurs.

Et le résultat, c'est que les travailleurs antillais, s'écartent de la C.G.T., doublement écoeurés, et par l'attitude de la C.G.T. vis-à-vis d'eux et par l'attitude du syndicat vis-à-vis des mouvements revendicatifs généraux.

Pourtant nous pensons que la place des travailleurs antillais émigrés est à la C.G.T., ils doivent s'y inscrire et y militer.

Ce n'est pas parce que les dirigeants actuels du syndicat, font tout pour démobiliser, pour tromper les ouvriers, qu'ils doivent fuir le syndicat. Il y a des luttes à mener, à la C.G.T. Et justement les travailleurs antillais, dans de nombreuses entreprises, dans de nombreux services publics peuvent en adhérant à la C.G.T. contribuer à la transformer. Ils peuvent mener la lutte pour que le syndicat devienne véritablement l'organe de défense, l'école révolutionnaire des travailleurs. Ils peuvent faire que la démocratie ouvrière soit respectée au sein du syndicat.

Si la C.G.T. tient à les orienter vers une simple "commission antillaise" aux objectifs limités, c'est en partie pour qu'ils n'interviennent pas sur les problèmes concernant l'ensemble des travailleurs. Or là, les travailleurs antillais ont doublement leur mot à dire, en tant que travailleurs, et en tant que colonisés, ils ont doublement intérêt à ce que la lutte soit la plus efficace possible, la plus juste, contre la bourgeoisie. Car c'est la bourgeoisie opprimant les travailleurs français qui maintient l'oppression coloniale sur les peuples antillais.

C'est donc dans cette perspective là, que les travailleurs antillais doivent considérer la C.G.T. Evidemment, on peut lutter autrement qu'en passant par le syndicat, mais actuellement, dans la plupart des entreprises, le syndicat reste le seul moyen de défense des travailleurs. Contrairement à ce que pensent beaucoup de travailleurs antillais, ce n'est pas en refusant d'adhérer au syndicat, qu'ils risqueront le moins (c'est, une opinion courante, aux chèques postaux, notamment).

En ce qui concerne la commission antillaise, puisqu'elle existe (sur le papier), il est possible de lui donner vie.

Il faudrait en créer non seulement aux PTT, mais à la RATP, à l'A.P. chez Renault, etc...

Elle pourrait fonctionner très démocratiquement sous le contrôle de l'ensemble des travailleurs antillais, syndiqués ou non syndiqués d'ailleurs.

Elle ne devrait pas servir à couper les travailleurs antillais des autres travailleurs, sous prétexte de revendications spécifiques.

Il faudrait aussi que les bulletins de ces commissions antillaises soient rédigés et contrôlés par les travailleurs eux-mêmes et non par des dirigeants C.G.T., introuvables et incontrôlables.

GEORGES RASSAMY

L.A.G.E.G.

RÉUNION D'INFORMATION

Le Vendredi 7 Novembre, l'AGEG (Association générale des Etudiants Guadeloupéens) organisait une réunion d'information en ce qui concerne la situation actuelle en Guadeloupe et l'activité de l'association pendant le retour en vacances.

Un camarade fit un exposé général sur la situation économique et sociale de la Guadeloupe, mettant l'accent sur les fermetures d'usines et les nombreux licenciements d'ouvriers dont nous avons déjà parlé dans notre journal. Il précisa ensuite l'activité de l'association pendant les vacances, à savoir, les conférences populaires organisées dans plusieurs communes de la Guadeloupe.

Le camarade mit l'accent sur la préparation de ces conférences (travail de porte à porte, d'information sur la situation spécifique des travailleurs de chaque commune), sur leur déroulement (discussion dans la foule entre militants et travailleurs pendant et après la conférence), et sur le succès obtenu par ces conférences.

Un gros effort de l'AGEG dans le sens de l'information sur la situation des travailleurs semble effectivement avoir été accompli pendant ces vacances. Un autre camarade prit ensuite la parole pour informer l'assemblée des contacts pris avec les différents groupes ou organisations existant à la Guadeloupe, notamment le Progrès Social, la Vérité, le GONG.

L'assistance était très nombreuse et très attentive mais il faut, malgré tout, déplorer le manque de temps laissé à la libre discussion vue l'heure tardive de l'obtention de la salle et la longueur de l'exposé; le jour et le lieu auraient gagnés à être mieux choisis.

Si nous nous félicitons du succès de ce genre de réunions, nous pouvons déplorer aussi leur extrême rareté. Vu le monde qu'elles attirent, pourquoi ne pas en faire plus souvent ? Ce serait là une première approche vers la mobilisation de l'ensemble des étudiants Guadeloupéens, et travailleurs aussi.

Nous aurions aimé, et certainement beaucoup d'autres, une discussion plus libre, plus large, plus saine, plus honnête sur les différents problèmes politiques concernant l'avenir révolutionnaire de la Guadeloupe, sans attaques personnelles, sans déformation de

l'opinion de camarades, sans calomnies aussi.

Ainsi, l'AGEG y gagnerait certainement, elle verrait venir à elle ou revenir bon nombre d'étudiants heureux d'exprimer leurs opinions de la tribune de l'AGEG. L'Association pourrait ainsi devenir la véritable organisation de combat de l'ensemble des étudiants guadeloupéens et contribuer, plus largement, à développer la conscience militante chez les étudiants.

Quant à la conception du "retour en vacances" que prônent les camarades de l'AGEG, à savoir, profiter des vacances pour s'informer au maximum de la situation des travailleurs, pour faire circuler les idées révolutionnaires, elle a du bon.

Nous mettons cependant en garde les camarades de l'AGEG contre la tendance qui pourrait se faire jour dans ce genre de travail, c'est-à-dire la tendance au travail révolutionnaire "saisonnier" pendant trois mois de vacances. En effet, les camarades vont prendre contact avec des ouvriers ou paysans qui ne les connaissent généralement pas, ou si peu, pour les avoir vus aux vacances précédentes ; ils les voient pendant deux, trois mois et repartent aussi rapidement qu'ils sont venus.

Pour se lier efficacement aux travailleurs en Guadeloupe, il faut être sur place, lutter quotidiennement avec eux, sur leur terrain, acquérir leur confiance par un lent travail quotidien. Cela, les étudiants ne pourront le faire que dans la perspective de la création d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. En France, néanmoins, pendant le temps qu'ils y passent, les étudiants de l'AGEG pourraient contribuer à la construction d'un tel parti en se liant aux travailleurs de l'émigration qui constituent une fraction non négligeable de la classe ouvrière guadeloupéenne.

Claire GOYA

VOTE DU BUDGET DES D.O.M

Le budget des D.O.M. a été, ce mois-ci, voté à l'assemblée nationale. Il est diminué de 9,8% pour les crédits d'investissement. Le gouvernement français prétend ne pas avoir d'argent, mais pourtant dans ce même budget on voit le budget de la sûreté nationale augmenter de 10%.

Il n'y a pas d'argent déclare le gouvernement. Il n'y a pas d'argent pour construire des écoles, des hopitaux, pour donner du travail à 50 000 chômeurs, mais par contre il y a suffisamment de fonds dans les caisses de l'Etat quand il s'agit de nouvelles casernes, et d'engager de nouveaux corps de légionnaires, de C.R.S.

Les forces de répression se renforcent, les usines, elles, ferment les unes après les autres, entraînant tout un cortège de faillites chez les petits commerçants et un chômage accru chez les ouvriers.

Les écoles ne sont pas assez nombreusescelles qui existent ont souvent des professeurs incompetents (système des V.A.T. et S.M.A.) et manquent du matériel le plus élémentaire dans les lycées techniques. L'incurie, le laissez-aller règne dans tous les services administratifs.

Les seuls corps organisés disciplinés choyés, sont l'armée et la police, qui ont droit à tous les bons soins du gouvernement.

Alors que l'Etat-Major Antilles Guyane possède les plus belles villas, les ouvriers sont réduits à s'installer dans les bidonvilles marécageux, que chaque pluie transforme en lac boueux.

Voilà ce que nous réserve le gouvernement français; de vote de budget en vote de budget, c'est toujours le même résultat. Rien ne change. Cela fait des dizaines d'années que cela dure et cela durera encore longtemps si les ouvriers et la paysannerie pauvre, acculée à la ruine, ne s'organisent pas pour lutter contre le gouvernement.

Il s'agit, maintenant, non de réclamer des améliorations de budget, des miettes, mais de s'atteler à construire un parti qui nous permettra de triompher de l'impérialisme.

MARIANNE TIBUS

ITALIE : UNE SITUATION GROSSE DE DANGERS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Le 19 Novembre, les syndicats italiens déclenchaient une grève générale pour protester contre la crise du logement. Douze millions d'ouvriers, d'employés manifestèrent ainsi contre la politique du gouvernement en matière de logement.

Cette grève, se termina par de violentes bagarres, entre policiers et manifestants. Au cours des bagarres, un policier devait trouver la mort dans des circonstances plutôt troubles. Evidemment toute la presse bourgeoise, rejointe en cela par celle du parti communiste italien, rendit responsables les "gauchistes" italiens.

L'Italie se trouve donc de nouveau au premier plan de l'actualité politique. Depuis plus de deux mois, en effet, la situation sociale est tendue. Il ne se passe guère de jour sans qu'éclate un conflit entre les ouvriers et le patronat. Ces conflits sont le plus souvent marqués par une violente répression policière. Depuis quelques mois on compte déjà près d'une demi-douzaine de victimes, assassinées par la police au cours de manifestations. Avola, Battipaglia sont des exemples de ces violences policières.

Sur ce fond d'agitation sociale, qui touche toutes les couches de la population vient se greffer une profonde crise politique.

Il n'existe pas, en effet, de majorité stable au parlement italien, comme on en connaît en France ou aux U.S.A. Les gouvernements, actuellement celui de Rumor, sont obligés de s'appuyer sur une coalition de plusieurs partis dont aucun ne possède à lui seul la majorité au parlement italien. Les crises sont donc fréquentes et depuis plusieurs mois (plusieurs années même !) les gouvernements sont renversés et remplacés par d'autres équipes qui à leur tour sont appelées à subir le même sort.

Bien entendu, jusqu'ici, toutes les combinaisons se font en dehors du P.C.I., pour les mêmes raisons qui font la bourgeoisie française écarter le P.C.F. du gouvernement. P.C.I. et P.C.F. sont atteints aux yeux de la bourgeoisie de la même tare, celle d'être des partis liés à un gouvernement étranger et ennemi : l'U.R.S.S. Ni le P.C.F., ni le P.C.I. ne sont encore suffisamment des partis "nationaux", bien au goût de la bourgeoisie. Pourtant aucune des formations politiques bourgeoises n'est capable actuellement d'offrir une solution de rechange; aucune ne peut permettre de dénouer la crise politique qui sévit en Italie, bien loin de là, ces partis sont de jour en jour plus divisés sur la politique à suivre.

De leur côté, le P.C.I. et la C.G.I.L. (homologue de la C.G.T.) n'offrent aucune solution à part évidemment celle qui consiste à laisser gouverner le

PCI: sur le plan révolutionnaire s'entend, le P.C.I. n'offre pas de perspectives. Les mouvements sociaux actuels s'ils sont larges, fréquents, ne constituent aucunement une mobilisation du prolétariat. Ils sont de ce type de mouvements bien contrôlés par les syndicats et le P.C.I., tels que ceux, que nous observons en ce moment en France. Malgré le profond mécontentement des travailleurs, il n'y a pas à l'heure actuelle de débordement véritable du P.C.I. et de la CGIL par des fractions larges de la classe ouvrière.

Par contre ces mouvements disparates, nombreux, sans perspectives, alors que la crise politique se développe aux sommets de la bourgeoisie, contribuent bien plus à gaspiller l'énergie de la classe ouvrière. Tandis que, à l'opposé, ils font prendre conscience à la bourgeoisie des pertes qu'elle subit économiquement (sur ses profits évidemment) ainsi que du danger qu'elle court à voir se prolonger cette situation sociale parallèlement à une crise politique au sommet.

Tous les journalistes bourgeois, tous les commentateurs officiels, soulignent avec complaisance qu'en fait, les syndicats et le P.C.I. constituent des forces politiques organisées, et les plus puissantes dans le pays. Le P.C.I. est présenté comme le "chef d'orchestre clandestin" des mouvements sociaux actuels. En fait la bourgeoisie alimente la même grande hystérie anti-communiste, la même grande peur du "complot communiste", que sa consœur française avait utilisées en juin 1968.

En réalité, ni le P.C.I., ni les syndicats ne prennent le chemin d'une mobilisation populaire contre le régime actuel. Tout ce que la C.G.I.L. fait jusqu'à présent (aiguillonner en permanence la bourgeoisie sans la menacer sérieusement, ni même la contraindre à lâcher des avantages importants à la classe ouvrière) cela ne peut que provoquer l'irritation et l'inquiétude de la bourgeoisie, qui à défaut de pouvoir compter sur une plus grande sagesse des syndicats, sera bien obligée de chercher une autre solution.

Jusqu'ici on n'entrevoit ni solution de force, ni solution bonapartiste (à la De Gaulle). Mais il semble que, de plus en plus, les divisions des partis bourgeois s'accroissant, la bourgeoisie, ou tout au moins une partie de la bourgeoisie envisage sérieusement la solution de force.

On peut même se demander dans quelle mesure la mort du policier de Milan n'est pas liée à une provocation ourdie pour permettre à l'extrême droite de se manifester plus en force.

La précipitation de Rumor à expédier ses condoléances à la police, en qualifiant "d'assassinat" la mort du policier, les mutineries déclenchées dans plusieurs casernes de "celere" (CRS italiens), l'importante manifestation qui s'est déroulée aux obsèques du policier, tendrait à appuyer cette idée. En effet, l'AFP, dans un communiqué publié au "Monde" raconte que les obsèques furent suivies par des dizaines de milliers de manifestants con-

duits par détachements d'anciens combattants, de parachutistes, d'étudiants néofascistes. Le texte parle des "applaudissements" de la "foule" (une foule de bourgeois, telle celle de mai 68 aux Champs-Élysées, sans doute !), des "Vive la police armée", des "Italia, Italia", etc... Rumor aurait d'autre part pris contact avec les "celere". Peut-être s'agit-il d'un bluff pour ramener l'ordre en brandissant la menace du coup de force. Rumor pourrait alors jouer à "celui-qui-dissuade-les-extrémistes-de-droite", mais à condition que les fractions se taisent et cessent leurs querelles. Au cas où "ça ne marcherait pas", la démarche aura eu l'avantage de faire gagner du temps et de permettre aux partisans du coup de force de se préparer.

On voit donc, que pour les différentes solutions qui, théoriquement, pourraient être utilisées par la bourgeoisie, les conditions ne sont pas mûres. Ni fascisme, les masses petites bourgeoises ne sont pas conquises à cela, ni "l'homme providentiel", il n'en existe pas pour l'instant, ni solution parlementaire, le PCI étant écarté, ne sont envisageables par la bourgeoisie. Reste la solution du coup de force appuyé par des corps d'armée.

Même s'il n'apparaît pas avec certitude que l'armée s'apprêterait à jouer un rôle d'arbitre entre les fractions bourgeoises en imposant sa dictature, on peut penser qu'une partie de la bourgeoisie lorgne de plus en plus de ce côté. Il n'est donc pas exclu, malgré la grande mobilisation des masses ouvrières, qu'une douche glacée ne soit versée sur leur enthousiasme au cours d'une nuit qui verrait converger les blindés sur la capitale de l'Italie.

Aussi pessimiste que puisse paraître cette vision de la situation en Italie, il n'en reste pas moins qu'elle est conditionnée par une constatation importante : l'absence d'un parti révolutionnaire ouvrier en Italie.

Seule l'existence d'un tel parti aurait pu donner une autre tournure aux événements. Dans ce cas là, nous aurions pu tourner nos yeux avec enthousiasme vers l'Italie, car vraisemblablement, les jours de la bourgeoisie italienne auraient été comptés.

NOËL CANTIUS